

## Le Togo sera démocratique ou ne sera pas

Pierre S. Adjété  
Québec, Canada

---

**Malgré ses déboires et recommencements, « *Il faut imaginer Sisyphe heureux* ». De la même manière et avec autant de conviction, il faut imaginer heureuse et décidée l'opposition togolaise dans son rôle obstiné et noble de faire éclore, enfin, la démocratie au Togo. Face à un pouvoir récalcitrant qui s'est juré de ne jamais faire les réformes prescrites depuis 2006 sans s'être octroyé gratuitement deux mandats présidentiels, ou encore refuser de donner libre accès au fichier électoral comme le prescrit le Code électoral de 2009, l'opposition togolaise n'est pas pour autant desservie : elle demeure du bon côté de l'histoire, quitte à resserrer et solidifier ses propres rangs pour ceux et celles qui y croient toujours. Plus que jamais, le Togo a besoin de toutes nos faveurs pour mettre fin à l'inacceptable qui y persiste et pénalise tous les citoyens ainsi que l'ensemble des partenaires.**

C'est à croire qu'au Togo, l'on n'a que la querelle facile, constante, et que l'opposition togolaise en est le parfait tremplin pour embrasser l'absurde. Pour un oui et pour un non, y compris pour rien ou pour tout ce qu'il y a de saugrenu, toute une opposition est capable de se déchirer, se piéger, se théâtraliser, en oubliant la noblesse même de sa mission, particulièrement dans le contexte togolais et à la veille du plus grand rendez-vous électoral dans un régime présidentiel.

Le débat bat son plein: l'opposition togolaise doit-elle participer aux prochaines élections présidentielles toujours programmées frauduleuses, après avoir formellement essuyé, une fois encore, le refus du pouvoir togolais d'opérer les réformes constitutionnelles et institutionnelles? La réponse à une telle question aurait coulé de source dans tout autre contexte. Un Non retentissant! Au Togo, malheureusement, les choses ne sont pas si simples, et la logique politique prend naissance seulement au bout de l'absurdité digne du bonheur caché de Sisyphe lui-même. Et des éléments fondamentaux sont à rappeler comme hypothèses à la logique décisionnelle qui prévaut au Togo.

N'oublions pas. L'alternance est devenue une nécessité démocratique urgente au Togo, après une cinquantaine d'années d'un système inqualifiable qui se poursuit et se reproduit, dorénavant, à travers la présidence d'un Faure Gnassingbé incapable de tenir parole et de réconcilier les Togolais comme lui-même l'avait promis en 2005 lors de sa captation du pouvoir. Il se trouve qu'aucune de toutes les élections présidentielles du dernier quart de siècle ne répond aux règles minimales de transparence; les présidentielles, à venir dans les semaines prochaines, ne seront pas plus transparentes. Et, ce ne sera pas faute d'en avoir demandé la crédibilité et l'étanchéité. Bien au contraire, toutes les demandes et les approches ont été faites : administration de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), application des réformes prescrites par l'Accord politique globale (APG) de 2006, exercice du libre « *droit d'accès au fichier* » de la liste électorale comme le prévoit le Code électoral depuis 2009, etc. Une fois encore et malheureusement, aucune volonté politique n'est à espérer du pouvoir présidentiel togolais malgré toutes les sollicitations, de l'intérieur et de l'extérieur du pays, après toutes les concessions politiques accordées au régime en place à travers maints dialogues politiques.

### **À chaque bataille, une conviction et une profondeur sans faille**

Devant une si « mauvaise réputation » du camp présidentiel, réputation bien établie au Togo, dans toutes les chancelleries et dans les cercles diplomatiques, le raffermissement d'une unité d'action aurait été l'idéal du côté des partis politiques de l'opposition pour faire face, efficacement, à un tel refus de démocratie. L'objectif de l'unité d'action au sein de l'opposition n'est pas nouveau au Togo. Mais une fois encore, tous les prétextes ainsi que les tentations diverses, généralement caractérielles et basement opportunistes, viennent à bout de cette stratégie commune; les ambitions individuelles surpassant toujours le devoir collectif de l'alternance démocratique.

Pour autant, en dehors de sa capacité à confisquer le pouvoir de manière récurrente et brutale, le régime présidentiel togolais n'est pas assez fort ni populaire à travers le pays pour pouvoir gagner des élections et en

apporter la preuve, publiquement, comme il se doit. Le mythe totalement farfelu que l'opposition ne serait populaire que dans la capitale et que dans la campagne togolaise, le bon peuple serait tellement ignorant et inculte pour ne pas vouloir de l'alternance démocratique ne résiste à aucune preuve scientifique sur la volonté intrinsèque des humains à s'affranchir des régimes répressifs et autoritaires, comme celui qui sévit encore au Togo sous des dehors innocents. C'est d'ailleurs pourquoi le devoir d'une action collective de l'opposition est surtout utile dans la phase postélectorale d'une revendication commune de la victoire toujours volée aux populations du Togo.

« *Pas de réformes, pas d'élection* » aurait pu être un slogan de combat ou une approche résolue, à un moment donné, si seulement nous n'étions pas en lutte contre un pouvoir *jusqu'aboutiste* comme celui du Togo qui a toujours pris avantage de toutes les occasions de boycott, au point d'en faire une stratégie politique en y poussant ses adversaires à chaque occasion électorale. En effet, toutes les formes d'actions politiques ainsi que les attentes légitimes, réformes ou élections locales par exemple, ont toujours été remises à un éternel demain afin de susciter assez de mécontentement qui provoquerait des boycotts de l'opposition, la bisbille en prime dans ses rangs.

Sauf que le slogan précédent n'a jamais existé, officiellement, et ne pourrait donc pas être attribué à un quelconque parti politique au Togo. Aujourd'hui toutefois, cette approche revendicatrice pourrait bien se convertir en « *Pas d'accès à la liste électorale, pas d'élection* » qu'elle ne traduirait que la vigueur et la détermination, au fur et à mesure du déploiement d'une stratégie nullement statique, et devant les tenants d'un pouvoir quinquagénaire qui ont d'ailleurs perdu toute raison ou même la simple mesure de la volonté de changement politique au Togo. Tout, absolument tout participe parfaitement d'une stratégie évolutive bien adaptée au terrain politique togolais. Chaque bataille de l'opposition togolaise doit se faire avec la même profondeur et conviction : autant l'adversaire récalcitrant a besoin de tous nos griefs, autant le Togo a besoin de toutes nos faveurs. Il ne faut donc pas se tromper de cible, d'autant plus que le combat pour l'alternance pacifique et démocratique est loin de son terme.

#### **Apprendre du boycott: si élection, alors participation et revendication**

En requérant la présence de tout un chacun, il est primordial que chaque entité reconnaisse sa force et ses faiblesses et apporte à cette lutte démocratique les moyens à la hauteur de ses capacités et de sa place, aussi bien verticalement qu'horizontalement. Aucun parti politique ne peut se substituer à un autre et ainsi, refuser de s'en tenir à sa place, à son poids et à son rôle dans une stratégie globale; également, aucune organisation de la société civile, y compris dans la diaspora togolaise, ne saurait se substituer valablement aux partis politiques eux-mêmes. En toute circonstance, les attributions et les contributions sont réellement complémentaires. Il n'y a donc pas de stratégie gagnante sans le partage des rôles entre tous les acteurs convaincus du devoir d'alternance au Togo, et tous appelés au devoir répétitif d'un Sisyphe désormais rompu à sa tâche.

Le supplice apparent du combat démocratique au Togo n'en enlève nullement le plaisir et la détermination que cette lutte commande, à chaque place et à chaque moment de son déroulement. Cinquante ans d'un même système valent bien le sacrifice des egos, l'économie des communiqués et des conférences de presse, pour bien comprendre que tout est dans la lutte sans cesse renouvelée, et rien dans le boycott, l'abandon, le confinement, le renoncement, la renonciation ou la démission.

Avec ses erreurs et ses réussites, avec ses hiérarchies et ses responsabilités, la politique demeure un art autant qu'une science qui demande aussi bien une grande rigueur que de cette permanente et salutaire flexibilité. L'opposition togolaise est clairement dans un tel processus, continu, parfois même itératif et hostile. Chaque étape de ce processus possède néanmoins toute son importance : les élections présidentielles proprement dites autant que les revendications qui en suivront nourrissent parfaitement la même volonté inébranlable d'atteindre des résultats communs annonciateurs d'une transition réparatrice de la grande somnolence et des dégâts actuels.

Ce ne sont pas aux Togolaises et aux Togolais qu'il faudra encore apprendre le coût d'un quelconque boycott électoral : la perte de la Constitution de 1992 alors adoptée quasi-unanimement par le peuple togolais, dans un référendum unique et consensuel, constitue déjà le prix historique d'un malveillant boycott électoral intervenu par la suite et face au même régime. Jusqu'à aujourd'hui, une telle erreur politique commise par l'opposition et dont

certaines instigateurs, impassibles et flegmatiques prônent tout de même un nouveau boycott, n'a jamais pu être réparée; les conséquences du boycott fatal à la Constitution de 1992 perdurent et pervertissent encore l'avancée démocratique face à un pouvoir présidentiel toujours insatiable. Il est temps de nous instruire des boycotts politiques au Togo.

Alors, qu'il soit bien entendu que la lourdeur de notre combat ne nous enlève pas le bonheur de le poursuivre et de toujours le parfaire, à la suite de bien d'autres et aux côtés des gens qui ne confondent pas leurs compagnons de route aux récalcitrants fossoyeurs en face, bien campés sur leur position et ne faisant jamais de concession politique. En cette année 2015, le Togo sera démocratique ou ne sera pas! Faudra-t-il rappeler que pour parachever cet âpre combat qui n'en finit pas de finir, chacun à sa place et dans son rôle, locomotive de tête ou indispensables wagons, « *si l'on est plus que mille, eh bien* » soyons tous de ceux-là, tenaces et objectifs, pour parapher en notre sein un véritable « *Traité sur la Tolérance* », et avec le peuple togolais une authentique « *Magna Carta* » pour faire naître une démocratie moderne porteuse de réconciliation et de développement.

◆5 février 2015◆